

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS70527  
28019 Chartres

Chartres, le 09/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE**

115 Rue de Chartres  
28800 Bonneval

Références : IC260614  
Code AIOT : 0010000092

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2026 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE implanté SILO DE LA TAYE RUE DES PECHEURS 28190 Saint-Georges-sur-Eure. L'inspection a été annoncée le 24/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DE BONNEVAL BEAUCE ET PERCHE
- SILO DE LA TAYE RUE DES PECHEURS 28190 Saint-Georges-sur-Eure
- Code AIOT : 0010000092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Saint-Georges-sur-Eure est soumis au régime de l'Autorisation pour deux activités : le stockage de céréales (rubrique 2160) et le stockage d'engrais liquides (rubrique 2175).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                           | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Dispositif de découplage - porte entre la tour de manutention et le bureau  | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 30 jours              |
| 3  | Vérification des dispositifs de protection contre la foudre                 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 4  | Vérification périodique des colonnes sèches                                 | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 5  | Dispositif de découplage - porte fermant la galerie inférieure du silo plat | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 7  | Silos - Installations électriques                                           | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9  | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 8  | Surveillance des installations et formation du personnel                    | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3  | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 9  | Consignes de sécurité                                                       | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4  | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                       | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Suivi des équipements de manutention | Arrêté Préfectoral du 31/03/1994, article 7-3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |
| 6  | Silos - Permis de feu                | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4   | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |
| 10 | Système de dépoussiérage             | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15  | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi des équipements de manutention

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/1994, article 7-3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manutention                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les organes mécaniques mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b> <p><u>VI du 01/06/23 :</u><br/>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de maintenance préventive annuelle des équipements de manutention, datée de la semaine 19 2023 (09/05 - 12/05). Ce rapport liste deux observations indiquant un besoin d'intervention d'une entreprise extérieure pour correction. Ces observations ne sont pas corrigées au jour de l'inspection, mais ont fait l'objet d'une demande d'intervention.</p> <p><u>Visite d'inspection du 26 mai 2026</u><br/>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de maintenance préventive annuelle des équipements de manutention, daté du 14 avril 2026. Ce rapport ne liste pas d'observation</p> |

indiquant un besoin d'intervention d'une entreprise extérieure pour correction.

**Conclusion : pas d'écart relevé. La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 1er juin 2023 est donc levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Dispositif de découplage - porte entre la tour de manutention et le bureau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Découplage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 01/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;

**Constats :**

VI du 01/06/2023 :

La porte d'accès à la tour de manutention présente des difficultés à rester fermée, à cause de l'usure. La charnière située dans le chambranle présente des traces de dégradation. L'exploitant doit transmettre les justificatifs de résistance à la pression de cette porte.

**Inspection du 26 mai 2026**

en salle :

L'exploitant indique avoir transmis par courriel les justificatifs portant sur la résistance à la pression de la porte d'accès à tour de manutention. L'inspection n'est pas en mesure de retrouver ces documents.

sur site :

L'inspection constate que la porte située entre la tour de manutention et les bureaux est en bon état. Cependant, cette dernière est restée ouverte. L'inspection rappelle que tous les dispositifs de découplage doivent être maintenus fermés afin de garantir leur efficacité.

**Conclusion : écart relevé. La porte située entre la tour de manutention vers le bureau est ouverte. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection sera levée dès réception des justificatifs de résistance à la pression de cette porte.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 3 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>VI du 01/06/2023 :</u><br/>L'exploitant a indiqué que les observations notées dans le rapport du 24 juin 2021 n'ont pas été corrigées au jour de l'inspection.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 26 mai 2026</u></b><br/>Par courriel du 11 mai 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification visuelle de l'installation de protection contre la foudre n° 116165502501R001 émis par l'organisme DEKRA et daté du 12/12/2025. Ce rapport liste des non-conformités non encore corrigées par l'exploitant. Celui-ci indique qu'une nouvelle analyse technique foudre est en cours sur l'ensemble de ses sites et que des actions correctives seront mises en place dès réception des résultats de cette étude.</p> <p><b>Conclusion : écart relevé. Des non-conformités présentes au niveau des installations de protection contre la foudre n'ont pas encore été corrigées. Le constat effectué lors de la précédente inspection est donc maintenu.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                 |

#### N° 4 : Vérification périodique des colonnes sèches

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Colonnes sèches                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>VI du 01/06/2023 :</u><br/>L'exploitant indique que le contrôle de la colonne sèche du site n'a pas été réalisé au jour de l'inspection.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 26 mai 2026</u></b><br/>Par courriel en date du 11 mai 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de l'intervention de la société Chubb réalisée le 31 octobre 2025. Le rapport conclut que la colonne est fonctionnelle mais que la vérification est partielle suite au refus de l'exploitant de procéder à une vérification décennale et à un test hydraulique.</p> <p><b><u>Conclusion :</u> écart relevé. La colonne sèche a fait l'objet d'une vérification partielle.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 5 : Dispositif de découplage - porte fermant la galerie inférieure du silo plat

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum : [...] et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.</p>                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>VI du 01/06/23 :</u><br/>L'exploitant n'a ni transmis ni présenté de document justifiant de la résistance à la pression de la porte fermant la galerie inférieure du silo fer.</p> <p><u>Visite d'inspection du 26 mai 2026</u><br/>L'exploitant indique avoir transmis les justificatifs de résistance à la pression de la porte fermant la galerie inférieur du silo fer. L'inspection n'est pas en mesure de retrouver ces documents.</p> <p><b>Conclusion : écart relevé. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection pourra être levée dès réception des justificatifs de résistance à la pression de cette porte.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 6 : Silos - Permis de feu**

|                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu                                                                                                                                    |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul> |

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023

#### **Prescription contrôlée :**

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

#### **Constats :**

##### VI du 01/06/23

L'inspection des installations classées a contrôlé 2 permis de feu n'indiquant pas d'horaire pour la ronde de surveillance devant être réalisée après la fin des travaux.

##### Visite d'inspection du 26 mai 2026

L'inspection des installations classées a contrôlé par échantillonnage le permis de feu en date du 26/02/26. Ce permis indique la nature des travaux menés, l'organe à traiter, ainsi que l'horaire de début de travaux et l'heure de réalisation de la ronde de surveillance post-travaux. Les moyens d'interventions ainsi que les risques identifiés sont également signalés. Ce permis a été signé par le représentant de la coopérative ainsi que le représentant du prestataire intervenant.

**Conclusion : pas d'écart relevé. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection peut donc être levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Silos - Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 01/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2023

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

**Constats :**

**VI du 01/06/2023**

Suite à des échanges avec l'exploitant postérieurement à l'inspection, l'inspection des installations classées a noté que la vérification des installations électriques n'a pas été réalisée au jour de la rédaction du rapport (6 juillet 2023), ce qui implique un non-respect de la périodicité du contrôle des installations électriques.

**Visite d'inspection du 26 mai 2026**

Par courriel en date du 11 mai 2026, l'exploitant a transmis à l'équipe d'inspection :

- le rapport DEKRA Industrial référencé n° 065653602501R001 relatif à la vérification réalisée le 12 décembre 2025, au titre du Code de l'environnement ;
- le rapport DEKRA Industrial référencé n° 065653602501R002 relatif à la vérification réalisée, au titre du code du travail, le 24 décembre 2025 ;
- le rapport DEKRA Industrial référencé n° 10794882/2501R001 relatif à la vérification des installations électriques par thermographie infrarouge, le 30 septembre 2025;

À noter, le premier rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis de DEKRA sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis de DEKRA sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004

Concernant le premier rapport, la vérification est incomplète : elle n'a porté que sur l'état des matériels électriques installés, qu'ils soient ou non adaptés aux risques d'explosion et les dispositions relatives à la protection contre les risques engendrés n'ont pas été vérifiées. De plus, trois observations ont été relevées.

Le second rapport met en évidence l'absence d'autorisation de coupure générale par l'exploitant. De fait, le champ de la vérification est incomplet.

Le troisième rapport liste une observation à corriger.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection :

- la facture de la SAS Gojard électricité n°FA00003294 du 10 février 2026 portant sur la correction des anomalies relevées dans le rapport DEKRA n°10794882/2501R001 du 30 septembre 2025;
- la facture de la SAS Gojard électricité n°FA00003295 du 10 février 2026 portant sur la correction des anomalies relevées dans le rapport DEKRA n°065653602501R001 du 12 décembre 2025.

**Conclusion : écart relevé. Le champ de la vérification des installations électriques est incomplet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                      |

**N° 8 : Surveillance des installations et formation du personnel**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des installations et formation du personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Visite d'inspection du 26 mai 2026</b><br/> Par courriel en date du 11 mai 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un justificatif de la formation suivie par le responsable du site le 3 juin 2020. Cette formation est réalisée par la société LCA Solutions porte sur les risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.<br/> L'inspection relève que la formation aurait dû être renouvelée au bout de 5 ans conformément au plan de formation de l'exploitant.<br/> <b>Conclusion : écart relevé. La formation du responsable du site n'a pas été renouvelée dans un délai de 5 ans.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 9 : Consignes de sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des installations et des travaux                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en</p> |

|                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Visite d'inspection du 26 mai 2026</u><br>sur site : L'inspection constate qu'aucune consigne de sécurité n'est affichée au niveau du local d'accueil.<br><u>Conclusion : écart relevé.</u> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                   |

**N° 10 : Système de dépoussiérage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Système de dépoussiérage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Visite d'inspection du 26 mai 2026</u><br>sur site : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe I du présent rapport.<br><u>Conclusion : pas d'écart relevé.</u> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |